

Appel du congrès du SNEA-CGT
syndicat national des écoles d'architecture
à Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication

Dans ses engagements et priorités pour la France, le Président de la République a annoncé la construction de 2,5 millions de logements durant le quinquennat, la rénovation énergétique d'un million d'autres chaque année et une « nouvelle génération d'opérations de renouvellement urbain ». Il affirme sa détermination à lutter contre la fracture territoriale, à « faire de la France la nation de l'excellence environnementale » et affiche de fortes ambitions en matière d'aménagement du territoire et de politique de la ville.

Autant le dire sans ambages, ces objectifs sont en totale contradiction avec les moyens notoirement indigents qu'accorde notre pays à l'enseignement supérieur et la recherche en architecture. C'est un fait unanimement dénoncé par les écoles, l'ensemble des acteurs professionnels et les étudiants.

► La France compte deux fois moins d'architectes par habitant que la moyenne européenne et forme actuellement un nombre de diplômés en architecture très inférieur à ses principaux voisins, bien trop peu pour remplacer les effectifs qui partiront en retraite ces prochaines années.

► D'après les chiffres officiels, l'architecture reste toujours l'un des parents pauvres de l'enseignement supérieur. L'Etat y consacre chaque année environ 7 000 euros par étudiant, moitié moins que pour les ingénieurs et les élèves des Grandes écoles, quand la dépense moyenne toutes filières du supérieur confondues dépasse les 11 000 euros. Dans ces conditions, seul un bachelier, sur dix qui le souhaiteraient, peut aujourd'hui être admis en première année. A cela s'ajoute une sensible augmentation des frais à la charge des étudiants. Autant de facteurs qui ne militent pas en faveur d'une démocratisation de l'enseignement supérieur de l'architecture, qui recense déjà près de 60 % d'étudiants dont les parents exercent des emplois supérieurs ou une activité libérale.

► Les écoles nationales supérieures d'architecture n'ont nullement bénéficié du plan de 5 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur décidé par le précédent Président de la République. Elles sont par contre passées sous les fourches caudines de la RGPP, amplifiant à un stade critique la tension sur leurs moyens et leurs emplois, après avoir dû surmonter la réforme LMD à minima de leurs effectifs.

► Les enseignants non titulaires y sont rémunérés 20 % de moins que leurs homologues dans les universités et facultés et l'ultra-précarité s'est installée dans des proportions inégalées ailleurs au ministère de la culture. Promis depuis des années, le statut d'enseignant-chercheur n'est jamais sorti des cartons. Les déroulements de carrière et les progressions salariales des personnels techniques et administratifs sont au point mort. Les écoles nationales supérieures d'architecture n'ont toujours pas été érigées en EPSCP, statut de droit commun des établissements d'enseignement supérieur.

► Face à ces réalités, les dirigeants actuels de la Direction générale des patrimoines et du Secrétariat général du ministère de la culture font preuve d'un détachement, d'un manque de vision, d'une méconnaissance des dossiers et des enjeux comme on a rarement vu.

Dans ses engagements et priorités pour la France, le Président de la République a mis singulièrement l'accent sur la jeunesse, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche, constituant à ses yeux un investissement pour le pays tout entier. Tel est indiscutablement le cas de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture. Il ne reste plus qu'à passer aux actes !

« Ce changement, je le construirai avec vous. Les salariés et les entrepreneurs, les élus locaux et les partenaires sociaux, les associations et les citoyens doivent être mobilisés pour le bien public. Je ferai confiance aux forces vives du pays ». Le SNEA-CGT y est prêt immédiatement.

Ouvrez sans tarder, Madame la ministre, la concertation large et le chantier pluriannuel de remise à niveau des moyens de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture que l'ensemble des acteurs des écoles et des professionnels attend avec une vive impatience.